

SOCIAL AIDE

Bruxelles boude les aides

Notre Région est celle qui fait le moins appel aux banques alimentaires européennes

■ Notre Région utilise proportionnellement trois fois moins les réserves alimentaires européennes que la Wallonie et deux fois et demi moins que la Flandre. Étonnant quand on sait l'étendue de la pauvreté dans notre capitale.

Les surplus que nos agriculteurs européens produisent sont écoulés depuis 25 ans via une distribution gratuite aux plus démunis.

Chaque pays a droit à un certain quota. En Belgique, c'est le Bureau d'Intervention et de Restitution belge (BIRB) qui organise cette distribution, via les CPAS des communes et des associations caritatives. Mais les communes bruxelloises semblent bouder ce type d'aide.

"Lorsqu'on compare le taux d'utilisation de ces moyens octroyés par l'Europe", déplore la députée Béatrice Fraiteur (cdH), "on constate que la Wallonie utilise 85 % des moyens qui lui sont alloués et la Flandre en utilise 80 %. Mais Bruxelles n'utilise que 29 % de ces moyens attribués, alors que c'est la

région du pays dans laquelle il y a proportionnellement le plus de besoins et de demandeurs." Et pourtant, il ne s'agit pas de denrées périssables. "Au départ, il s'agissait des surplus européens de beurre, de céréales, de lait et de sucre", explique Gilles Devallée (BIRB). "Mais le système a changé et on propose maintenant de la farine, des spaghetti, des raviolis, des céréales petit-déjeuner, du riz, du



POURQUOI BRUXELLES N'UTILISE-T-ELLE QUE 29% DE SES MOYENS?

Béatrice Fraiteur
DÉPUTÉE RÉGIONALE CDH

MARC BEAUCHELOT

Bruxelles fait beaucoup moins appel à ces stocks gratuits que la Wallonie ou la Flandre. ■ W.L.

IL L'UTILISE LE PLUS

Le CPAS de Saint-Gilles

■ Avec plus de 5.000 personnes aidées, le CPAS de Saint-Gilles est le plus gros utilisateur bruxellois des ressources alimentaires du BIRB. "C'est essentiel pour notre resto du cœur", explique le président du CPAS, Jean Spinette (PS). Même si "philosophiquement, en revenir à la soupe populaire et à l'aide alimentaire n'est pas le mieux à faire", Mais, comme il le dit, le métier de CPAS est "compliqué", car il doit aussi aider des personnes qui n'ont pas droit à un revenu d'intégration ou à qui l'aide sociale ne suffit pas. "Il faut être vigilant dans la distribution, mais grâce au BIRB, le resto du cœur transforme ces denrées pour en faire des repas de solidarité à midi, des petits-déjeuners et des goûters à 17 h en hiver et des colis à distribuer à la



Jean Spinette. ■ L.L.

LES DIX PLUS GRANDS UTILISATEURS

Institutions	Personnes aidées
CPAS de Saint-Gilles	5.070
CPAS d'Etterbeek	3.660
CPAS d'Uccle	2.680
Saint Vincent de Paul A.S.B.L. (Schaerbeek)	1.440
CPAS d'Auderghem	1.360
Armée du Salut A.S.B.L. (Bruxelles)	1.074
CPAS de Berchem-Sainte-Agathe	980
CPAS de Woluwe-Saint-Pierre	740
Rafael VZW (Anderlecht)	641
CPAS de Ganshoren	590



© La Capitale - Ph. V.F.

IL NE L'UTILISE PAS DU TOUT

Le CPAS de Saint-Josse

■ Saint-Josse est une des communes les plus pauvres de Belgique. Pourtant, le CPAS ne fait jamais appel aux ressources européennes. "Pour nous, l'aide alimentaire pure, ce n'est pas vraiment une aide sociale structurée", explique la présidente du CPAS Anne-Sylvie Mouzon (PS). "On essaie de faire mieux que cela. On ne donne de colis alimentaires que dans les cas d'extrême urgence."

Elle estime aussi que ce système d'aide présente des effets pervers. "Il y a un effet de stigmatisation des gens qui sont en situation précaire et on n'est pas toujours sûrs que les gens ont de quoi cuire le riz ou les pâtes qu'on leur donne par ce biais. Et puis, nous estimons que ce n'est pas comme ça qu'on aide les gens à se restructurer. Enfin, ce n'est pas très facile à gérer. Cela coûte d'aller chercher des denrées, de les entreposer et de les distribuer." Mais la présidente admet qu'elle ferait appel à ce type de réserve alimentaire si le CPAS organisait un resto du cœur. ■



Anne-Sylvie Mouzon. ■ BELGA

La Capitale, 28/06/2011,
page/bladzijde 10

RECITIFICAATIF

Béatrice Fraiteur est bien MR



L'élu uccloise. ■ D.R.

Dans notre édition de samedi, nous évoquions l'étonnement de la députée régionale Béatrice Fraiteur à l'égard du fait que notre capitale utilise seulement un faible quota des réserves alimentaires gratuites européennes auxquelles elle a droit. L'élu nous demande de préciser qu'elle est bien députée MR (PDP) et non cdH comme nous l'avons écrit par erreur. Toutes nos excuses. ■

Copyright Sud Presse All rights reserved - Tous droits réservés